

# Le statut unique pour les ouvriers et les employés et le plan national d'allocation de quotas sont au centre des préoccupations du patronat luxembourgeois.

La Fédération des industriels luxembourgeois (Fédil) a rappelé ses principales préoccupations lors de sa traditionnelle réception du Nouvel An, hier soir, à Luxexpo.

Dans son discours devant de nombreux invités du monde socioéconomique, Robert Dennewald, président de la Fédil, a résumé les principaux griefs des entreprises luxembourgeoises. D'un point de vue conjoncturel, l'année 2006 a certes été une année plutôt satisfaisante. Une des raisons est la bonne tenue des exportations, mais aussi et surtout une évolution très positive du secteur financier.

Toutefois, l'année a également connu son lot de mauvaises surprises, avec de nombreuses restructurations et de faillites dans le secteur de l'industrie et de la construction.

Par ailleurs, les mesures décidées au sein de la tripartite sont jugées insuffisantes pour répondre aux défis qui se posent au secteur de l'industrie. Parmi ces défis, Robert Dennewald a insisté sur l'assainissement des finances publiques, le niveau trop élevé du taux d'inflation, le fonctionnement du marché du travail, les coûts salariaux et enfin la viabilité des systèmes de retraites.

Le président de la Fédil a rappelé qu'il restait attaché au principe du statut unique pour les ouvriers et les employés. Toutefois, il a regretté que le secteur public n'ait pas été inclus dans le projet. **«Ceci aurait été absolument nécessaire et c'est la raison pour laquelle nous demandons au gouvernement de prendre des initiatives dans ce sens»**, a-t-il lancé à l'adresse du Premier ministre, Jean-Claude Juncker.

## Pas de coûts supplémentaires

Le président de la fédération a de nouveau insisté sur la stricte neutralité en termes de coûts pour les entreprises, quelle que soit leur taille ou le secteur d'activité. Un principe important auquel il ne faudrait pas déroger. Ce principe serait d'ailleurs une condition préalable pour que la fédération donne son aval au projet de statut unique.

Robert Dennewald a indiqué que de nombreuses entreprises, qu'elles soient petites ou grandes, se préoccupent énormément de la réforme de ce statut. Certaines craignaient même pour leur existence.

Une autre préoccupation majeure des entreprises concerne le plan national d'allocation des quotas prévu dans le cadre du protocole Kyoto. La Fédil est consternée suite à la décision de la Commission européenne d'imposer au Luxembourg une réduction du volume de quotas prévus pour l'industrie nationale à 2,7 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. Elle ne comprend pas pourquoi la Commission est beaucoup plus généreuse avec des entreprises concurrentes installées dans d'autres pays de l'Union européenne. Cela provoquerait des distorsions flagrantes entre industries d'un même secteur au sein de l'Union européenne, et ceci en défaveur du site Luxembourg.



Nicolas Soisson, directeur de la Fédil (à gauche) et Robert Dennewald, président de la Fédil, ont présenté les griefs des entreprises luxembourgeoises.

Dans ce contexte, le président de

la Fédil a demandé au gouvernement luxembourgeois de vérifier la compatibilité des projets de la Commission avec les exigences de l'industrie et de la compétitivité européenne. Cela vaudrait également pour la politique européenne commune de l'énergie. En vue du sommet des chefs d'État et de gouvernement au printemps, la Fédil a annoncé qu'elle soumettra au gouvernement une analyse critique du paquet de la Commission européenne.

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker, a rappelé qu'il «nous trouver une solution concernant le statut unique». Chacun devra mettre en peu du sien pour arriver à un compromis satisfaisant.

Pour améliorer la compétitivité des entreprises, le Premier ministre a annoncé une baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au cours des prochaines années.

Nadia Di Pillo